



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10)

Grand Port maritime de Marseille - Terre plein de Mourepiane -Porte 4
CS 40034
13016 Marseille

Références :D-0642-MRS-2024
Code AIOT : 0006412373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2024 dans l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10) implanté forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille 13016 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10)
- forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille 13016 Marseille
- Code AIOT : 0006412373
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chantier Naval de Marseille exerce une activité de réparation, d'entretien et de peinture de navire, au sein de la forme 10 des bassins Est du GPMM.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stockage de peinture	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.8.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Aires de carénages	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.2	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
4	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Valeurs limites des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.10	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Propreté	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.4	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
9	Rétentions	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Nettoyage des formes	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.4	Sans objet
5	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.5.5	Sans objet
6	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.8.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de l'inspection révèlent de nombreuses non conformités. En particulier, les conditions de stockage, de manipulation, d'application des peintures sont à l'origine d'un risque notable d'accident et de pollution du milieu. En outre, les installations de traitement des rejets aqueux sont manifestement inadaptées pour permettre le respect des valeurs limites de rejets applicables pour les paramètres cuivre et zinc.

Il ressort de cette inspection que les moyens humains, techniques et organisationnels mis en œuvre par la société CNM sont nettement insuffisants pour permettre le respect de la réglementation applicable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : A l'exception des encours liés à l'application, les peintures sont stockées dans des conteneurs maritimes dédiés, munis d'une rétention correctement dimensionnée et d'un système de détection incendie avec alarme. La quantité totale de peinture stockée est limitée à 33 tonnes. L'exploitant dispose d'un document permettant de connaître à tout instant la quantité de peinture stockée dans les conteneurs maritimes. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement et des services de secours.
Constats : La société CNM dispose de conteneurs pour le stockage des peintures. L'inspection a constaté que plusieurs détecteurs incendie sont défectueux. En outre, aucun report d'alarme ou autre dispositif n'est présent. Seul un signal sonore à l'intérieur du conteneur est présent en cas de déclenchement, ce qui ne permet pas une information fiable en l'absence d'une présence permanente au niveau des conteneurs. La société CNM ne dispose d'aucun registre permettant de connaître la quantité de peinture stockée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Aires de carénages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les opérations de carénages sont réalisées exclusivement dans la forme de radoub et sur deux aires d'activités extérieures aménagées sur les terre-pleins pour ce qui concerne les opérations réalisées sur les canots de sauvetage. Ces aires extérieures sont clairement identifiées, et disposent d'un revêtement étanche permettant la collecte de l'ensemble des effluents aqueux (y compris les eaux pluviales). A l'exception des opérations de nettoyage/décapage à l'eau, les opérations de ponçage, décapage et grenaillage sont réalisées dans des cocons munis d'un dispositif de captage et de traitement des rejets atmosphériques. Ces derniers doivent être conformes aux valeurs limites d'émission définies à l'article 2.5.1 du présent arrêté.

Constats :

L'inspection a constaté que la société CNM réalisait des opérations de décapage/ponçage directement sur les terre-pleins sans aucune protection du sol. Aucune aire de carénage telle que prescrite par l'arrêté d'enregistrement n'a été mise en place.

Les opérations réalisées à moins d'un mètre du plan d'eau génèrent d'importants dépôts de peinture au sol, et des écoulements qui sont dirigés vers le milieu naturel sans aucun traitement. Contenu de la nature et de la quantité des résidus (peinture, vernis), cette situation peut être à l'origine d'une pollution notable des sols, des réseaux, et du milieu naturel.

En outre, aucun dispositif de captage ou de traitement des poussières et des COV n'était présent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Nettoyage des formes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Le fond de la forme et les aires de carénages font l'objet d'un nettoyage régulier durant la période de travaux, et d'un nettoyage complet à la fin des travaux (évacuation des déchets, balayage et nettoyage à sec), avant remise en eau pour ce qui concerne la forme.

Les déchets sont collectés et évacués conformément à la réglementation.

Les opérations de nettoyage sont consignées dans un registre prévu à cet effet. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Constats :

La société CNM dispose d'un registre de suivi des opérations de nettoyage effectuées dans les formes, qui permet de s'assurer que des nettoyages réguliers sont bien effectués.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon

représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.

Débit : Continu (*)

Température : Continu

pH : Continu

DCO (sur effluent non décanté) : Mensuelle

Matières en suspension totales : Mensuelle

DBO5 (**) (sur effluent non décanté) : Mensuelle

Azote global : Mensuelle

Phosphore total : Mensuelle

Cuivre et ses composés (en Cu) : Mensuelle

Zinc et ses composés (en Zn) : Mensuelle

Autres substances spécifiques du secteur d'activité : Semestrielle

(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.

(**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

En l'absence totale d'activité dans la forme (absence de navire, forme en eau) ou sur les aires d'activités définies à l'article 2.2 du présent arrêté, la réalisation des mesures est suspendue pour la période d'inactivité. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les éléments justifiant les périodes d'inactivité.

Constats :

La société CNM a modifié son programme de surveillance des rejets aqueux, et réalise désormais une analyse mensuelle de ses rejets pour l'ensemble des paramètres.

Toutefois, l'analyse des paramètres débit, température et pH n'est pas réalisée en continu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant propose à l'inspection au plus tard deux mois à compte de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance environnementale intégrant une ou plusieurs campagnes de mesures en dynamique représentative des conditions météorologiques sur une année.

Les systèmes de mesures en continu mis en place sont précisés. Ils permettent de mesurer les pics de concentrations en COV et en poussières (particules fines PM 2,5 et PM10).

Cette surveillance est mise en place au plus tard quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours.

Dans tous les cas, les conditions météorologiques telles que la température, la pression, les

précipitations, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée pendant toute la durée de la campagne de surveillance.

Ce programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé.

Le programme de surveillance doit être réalisé dans des conditions représentatives de l'activité du site.

Dans le cas d'une campagne de surveillance ponctuelle, la durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum comprise entre 14 % (cas des dispositifs mobiles de mesures) et 33 % (cas de dispositifs fixes) de la durée de la période que l'on cherche à caractériser (soit respectivement 8 semaines et 18 semaines pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours).

Le nombre d'emplacements de points de mesure, les conditions dans lesquels les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans le programme de surveillance. L'implantation spatiale des points de mesure et le choix des matrices (air, retombées de poussières) analysées doit être dûment justifiée au regard des modélisations de rejets de polluants atmosphériques et des conditions environnementales locales de façon à couvrir les zones de retombées maximales et les zones comprenant potentiellement des cibles sensibles (zones d'habitation, écoles ...). Un emplacement (propre à chaque polluant surveillé) positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est détaillé dans le programme de surveillance.

Les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers agréé, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Conformément à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation, si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs propres rejets et de répondre aux prescriptions du présent arrêté. Un rapport d'étape est transmis à l'Inspection à la moitié de la réalisation du programme de surveillance.

Le rapport final exposant les résultats du programme de surveillance est transmis à l'Inspection au plus tard 3 mois après la fin de ce programme.

Constats :

La société CNM a transmis une proposition de programme de surveillance environnementale des émissions atmosphériques.

Ce document est en cours d'instruction par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2023, article 2.8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

<ul style="list-style-type: none"> -d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; -d'une alarme permettant de prévenir l'ensemble du personnel présent sur le site ; -de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, et la localisation des moyens de secours et des organes de coupure ; -12 bouches incendie réparties sur la périphérie de la forme 10, et permettant de délivrer 60 m3/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 3 bouches ; -Des extincteurs adaptés aux risques et positionnés en nombre suffisant dans les zones à risque. <p>Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société CNM a présenté l'ensemble des rapports de vérification des moyens incendie. Les observations relevées sur différents rapports ont fait l'objet des mesures correctives adaptées. Les devis et bon de commande correspondants ont été fournis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Valeurs limites des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.10
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.

Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions peut être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :

Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)

100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j

35 mg/l au-delà

DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)

100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j

30 mg/l au-delà

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)

300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j

125 mg/l au-delà

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.

Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551)

30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j

15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.

Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350)

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j

2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j

1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant

dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.

Chrome hexavalent et composés (en Cr6+) : (Code SANDRE : 1350)
0,05 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j

Chrome et ses composés (en Cr) : (Code SANDRE : 1389)
0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j

Cuivre et ses composés (en Cu) : (Code SANDRE : 1392)
0,15 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j

Nickel et ses composés (en Ni) : (Code SANDRE : 1386)
0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j

Zinc et ses composés (en Zn) : (Code SANDRE : 1383)
0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j

Trichlorométhane (chloroforme) : (Code SANDRE : 1135)
50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j

Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1) : (Code SANDRE : 1106)
1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j

Hydrocarbures totaux : (Code SANDRE : 7009)
10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j

Tétrachloroéthylène : (Code SANDRE : 1272)
25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j

Dichlorométhane (Chlorure de méthylène) :
50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j

(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

Constats :

Les résultats des analyses de l'autosurveillance réalisée en 2023 ont révélé des dépassements récurrents et parfois très importants (plus de 8 fois supérieurs) pour les paramètres cuivre et zinc. Ce type de dépassement a également été constaté lors du dernier contrôle inopiné réalisé à l'initiative de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : L'inspection a constaté la présence de nombreux déchets à proximité des avaloirs du réseau d'eaux pluviales. De nombreux big bags de déchets dangereux sont remplis au-delà de leur capacité, avec d'importants risques de déversement et de dispersion des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats :

L'inspection a constaté la présence de plusieurs dizaines de m³ de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (peintures, huiles, gazole) stockés sans rétention dans la forme et sur les terre-pleins. Les quelques rétentions présentes étaient remplies par les eaux pluviales.

Les opérations de préparation/mélange des peintures ne sont pas réalisées sur des aires permettant de recueillir les écoulements et les eaux de lavage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois